



RETROSPECTIVE SOCIOPOLITIQUE

UNE ANALYSE DES INTERACTIONS ENTRE LE
SYSTÈME POLITIQUE ET LE SYSTÈME
ECONOMIQUE

MELEDJE DJEDJRO Francisco

KOBY Aka Basile

PROBLEMATIQUE

□ 1960-1990

- REELLE STABILITE POLITIQUE DE LA COTE D'IVOIRE
- STABILITE ALLIEE A UN DYNAMISME ECONOMIQUE CONTRASTE:

- REEL ENTRE 1960 ET 1970;
- DEGRESSIF DES LE DEBUT DES ANNEES 80

-CROISSANCE ECONOMIQUE FAIBLE;
-RECU DU PRODUIT INTERIEUR BRUT;
-DEGRADATION DE LA GESTION PUBLIQUE;
-RALENTISSEMENT ECONOMIQUE ET
ENDETTEMENT



PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

PROBLEMATIQUE (suite)

- A PARTIR DE 1990

- CRISE DU SYSTEME POLITIQUE

- CONSEQUENCES:AGGRAVATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE
 - PERFORMANCES ECONOMIQUES DE COURTE DUREE (dévaluation de 1994)

- DEPUIS LE COUP D'ETAT DE 1999

- INSTABILITE POLITIQUE CHRONIQUE AYANT POUR COROLLAIRE:

- UNE CROISSANCE FAIBLE;
 - UNE AUGMENTATION DU CHOMAGE;
 - UN ACCROISSEMENT DE L'INSECURITE;
 - UN RECU DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET PRIVE
 - UNE DEGRADATION DE LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE

OBJECTIFS DE L'ETUDE

- OBJETIF GENERAL

- MONTRER LES INTERACTIONS REELLES ENTRE LE SYSTEME POLITIQUE ET LE SYSTEME ECONOMIQUE DANS L'ESPACE IVOIRIEN

OBJECTIFS SPECIFIQUES

- ANALYSER L'IMPACT REEL DE LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES;
- EXAMINER LES STRATEGIES ANTERIEURES DE L'ETAT EN FAVEUR DU SECTEUR PRIVE;

METHODOLOGIE

- Relations entre système politique et système économique observées sur une longue période:1960-2010;
- Découpage de la période en deux phases:
 - Phase 1: période de la gouvernance autoritaire (1960-1990);
 - Phase 2: période de la gouvernance mi-autoritaire, mi-démocratique(1990-2010)



PHASE I (1960-1990)

PERIODE DE LA GOUVERNANCE
AUTORITAIRE:

Systeme politique et dynamisme
économique

LE SYSTÈME POLITIQUE MIS EN PLACE REPOSE SUR TROIS PILIERS

- Un Etat unitaire fortement centralisé**
- Un régime présidentieliste (extrême concentration du pouvoir entre les mains du Chef de L'Etat, également Chef de L'Exécutif)**
- Un parti unique de fait, le PDCI-RDA**

LE BUT FORMELLEMENT ASSIGNE AU SYSTÈME POLITIQUE

- créer les conditions de la stabilité politique;**
- provoquer par le « haut », un processus de modernisation politique, économique, social et culturel**

LES MOYENS MIS EN ŒUVRE

- compression des demandes issues de l'environnement politique;**
- refoulement des satisfactions politiques immédiates (multipartisme, liberté de la presse etc.)**
- criminalisation de la dissidence politique**

Pour montrer les mutations intervenues à l'intérieur du complexe politico-économique:

Scinder la période de la gouvernance autoritaire en

- deux phases:

- **Une « phase de synchronisation» (1960-1980)**

caractérisée par une coordination à peu près harmonieuse entre sphère politique et sphère économique;

- **Une « phase de désynchronisation » (1980-1990)**


caractérisée par le retournement de la conjoncture économique et donc par des ruptures dans les mécanismes d'interdépendance entre le système politique et le système économique.

« LA PHASE DE SYNCHRONISATION » : 1960-1980

Les faits majeurs suivants caractérisent cette période:

Des facteurs favorables à la prospérité:

- Un contexte de stabilité politique;
- Une vision: faire de la Côte d'Ivoire, une puissance économique régionale et continentale;
- La disponibilité d'importantes ressources d'origine extérieure;
- Ouverture sur le monde par le recours à un capital humain extérieur;
- Construction d'un système économique national intégré à dominante agricole;
- Disponibilité de ressources internes (surplus du monde agricole, ressources fiscales) affectées à:


- 
- La diversification agricole (ananas, banane ,hévéa);
 - au développement des infrastructures routières;
 - à la mise en place d'un progressive d'un vaste réseau d'entreprises publiques;
 - à la stimulation du secteur privé:
 - appui au secteur corporatif (chambres consulaires, syndicats d'entrepreneurs)
 - création de l'OPEI , de, du CAPEN du BDI, du FGCEI, de la SONAFI, du FSPME;
 - au développement des secteurs bancaires public et parapublic (CCI, BDI, BNDA)

AU TOTAL AU COURS DES DEUX PREMIERES DECENNIES.

- Quadruple rôle de l'Etat
 - Etat planificateur;
 - Etat producteur;
 - Etat banquier;
 - Etat régulateur
- Présence permanente de l'Etat dans l'économie;
- Fiscalité incitative;
- Encadrement juridique des rapports de travail et commerciaux
- Cohérence et lisibilité de l'action de l'Etat sur le long terme offerte aux milieux de la finance, de l'entreprise nationale et internationale.

LES RESULTATS DE L'ACTION VOLONTARISTE LIES A LA STRUCTURATION DU SYSTEME POLITIQUE

- L'attractivité de la Côte d'Ivoire;
- Une diplomatie régionale de leadership;
- Une marge de jeu politique autonome;
- La construction d'une métropole cosmopolite (ABIDJAN)
- La stabilisation et la légitimation du système politique par la conduite de politiques d'élargissement de la base sociale du régime par:
 - l'absorption des « contre-élites » dans les hautes sphères de l'administration et des entreprises publiques;



-La formation du capital humain national pour entretenir l'expansion économique (40% du budget national affecté à l'éducation)

- décrochage des enseignants de la grille de la fonction publique;

- transferts sociaux importants au profit des élèves et étudiants (bourses, logements, internats, transport);


- mise en place d'un vaste réseau d'écoles secondaires et de structures éducatives performantes (Université, grandes écoles);

- promotion de l'idéologie du mérite.



-L'initiation de projets visant la réduction des inégalités régionales

- programme sucrier (nord);
- mise en valeur du sud-ouest ivoirien (port de San Pedro, Arso);
- barrage de Kossou (centre)
- fêtes tournantes de l'indépendance
- Coupe Nationale du Progrès (promotion de la culture du travail dans le monde paysan)



-La fidélisation des hommes et des groupes au régime fondée sur la politique des cadeaux préalable:

- partage ethno-régionaliste des positions de pouvoir;
- libre accès des décideurs publics (ministres, députés, cadres du parti unique hauts fonctionnaires) aux guichets des banques publiques en principe ouvertes aux entrepreneurs privés;
- distribution de terres agricoles gagnées sur les forêts classées, de terrains urbains, de quotas d'exportation de café et de cacao en faveur des courtiers du régime

DISPONIBILITE DE RESSOURCES IMPORTANTES LIEES AU SUCCES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE



- EXTENSION DES MOYENS DE L'ETAT
- AFFERMISSEMENT DES CAPACITES
REGULATRICES ET DISTRIBUTIVES DE L'ETAT
- CONSOLIDATION DES ACQUIS DE LA CLASSE
DOMINANTE(richesse d'origine publique)
- RENFORCEMENT DES BASES IDEOLOGIQUES DU
REGIME PAR LA PROMOTION ET LA DIFFUSION
VALEURS COMMUNES (système du mérite, idéologie
du travail et de l'effort)

« LA PHASE DE DESYNCHRONISATION »

(début de la crise: 1980-1990)

-Les faits majeurs suivants caractérisent cette période:

-Deux chocs économiques conjoncturels

-Choc positif: envolée des prix du cacao et du café(1975/1977);

-choc négatif: combinaison baisse du cours du café et du cacao/second choc pétrolier/envolé des taux d'intérêt avec la forte appréciation d du dollar.



-Chocs révélateurs de la fragilité de la stratégie institutionnelle de développement par la dépendance

- déficits structurels de l'économie;

- raréfaction des ressources;

- réduction des capacités de l'Etat à financer l'administration;

- croissance vertigineuse de la dette publique

-chocs et déséquilibres structurels à l'origine de l'intervention de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International dans l'élaboration des politiques à travers les programmes d'ajustement structurels.

OBJET DES PAS:

- Stabilisation des comptes publics;
- désendettement de l'Etat;
- libéralisation du champ économique au profit des acteurs du secteur privé.

POLITIQUES PRECONISEES:

- démantèlement des entreprises publiques des filières agricoles;
- démantèlement des entreprises du secteur financier;
- démantèlement des politiques de développement de l'habitat social;
- suppression des subventions publiques;
- abandon des conventions de travail;
- réduction des dépenses sociales d'éducation, de santé;
- réduction ou annulation des programmes d'infrastructure

EFFETS SUR LE SYSTÈME POLITIQUE DE L'ACTION DE RESTRUCTURATION DU SYSTÈME ECONOMIQUE

-Affaiblissement de l'Etat lié aux erreurs stratégiques des tenants du système:

- incapacité à reformer la gestion des entreprises publiques déficitaires;
- incapacité des tenants du système à construire une coalition forte en faveur des réformes;
- application sélective des politiques préconisées;
- préservation de certains lieux clés de captation privative des ressources publiques (caisse de stabilisation, caisse de péréquation);
- effets de l'impunité sur la gestion publique

-Affaiblissement de l'Etat lié à l'émergence de groupes contestataires du processus de démantèlement de l'appareil d'Etat initié par les bailleurs de fonds

-Contestation du système politique lié à la réduction des interventions de type redistributif de l'Etat:

- contestation par les syndicats enseignants principalement (SYNARES, SYNESCI)
- contestation par les syndicats officiels.

FIN DES ANNEES 80:

-Système politique totalement délégitimé pour plusieurs raisons:

1. Acquis sociaux des principaux soutiens du régime remis en cause;

2. La figure de l'Etat « pourvoyeur de protection » relève dorénavant du mythe;

3. Les contestations violentes remettent en cause ses capacités de « pourvoyeur de sécurité »;

4. Les acteurs centraux du système ont perdu la maîtrise des processus de décision dans le domaine économique au profit d'acteurs extérieurs (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International)

5. En échange de leur appui financière les institutions financières procèdent à un démantèlement des politiques publiques .



PHASE 2 (1990-2010)

LA PERIODE DE LA GOUVERNANCE
MI-AUTORITAIRE,MI-DEMOCRATIQUE:
SYSTEME POLITIQUE ET REGRESSION
ECONOMIQUE

La dérégulation du système politique

- Années 1990 caractéristiques d'une remise en cause du système politique autoritaire qui a contribué à l'édification d'une économie moderne
- Des facteurs internes et externes ont contribué à la dérégulation du système politique

Le poids des facteurs externes

- effets perturbateurs de la Perestroïka et de la chute du mur de Berlin(fin du monde bipolaire);
- Pressions externes pour aller à la démocratisation (Discours de la Baule; pressions des institutions financières internationales dispensatrices d'aide)

L'influence des facteurs internes

- Exigence première des forces opposées au système: restauration du multipartisme
- Accumulation d'exigences politiques nombreuses et contradictoires difficiles à canaliser (liberté de manifestation, liberté de presse, liberté syndicale)
- Rancœurs des catégories urbaines contre les programmes d'ajustement structurels exprimées à travers des grèves, des manifestations violentes de protestation;
- Echec de la régulation idéologique (culture de la paix; respect des institutions, attachement aux dirigeants en place)

La nouvelle configuration du système politique

- Mutation structurelle du système politique de la période multipartisane
- Mais absence de compromis politique entre les tenants du système et les forces opposées au système sur la nature du régime politique

L'institution présidentielle

- Pas de mutation en profondeur ;
- Comme sous le régime autoritaire, concentration de tous les pouvoirs entre les mains du Chef de l'Exécutif ;
- Malgré la création d'un poste de Premier Ministre, pas de segmentation du pouvoir exécutif ;
- Le changement majeur a trait à la configuration des forces politiques.

Les nouvelles forces politiques

-A la place du monisme, la diversification des « sites institutionnels » est le principal résultat de la lutte pour l'institutionnalisation du pluralisme.

Les partis politiques

-La multiplicité des partis politiques (plus d'une centaine) est l'effet le plus visible de la modification des structures du pouvoir depuis 1990.

-Pas de volonté politique affirmée de limiter par voie législative le nombre des partis politiques.

-Avec les élections générales de 1990, 1995 et 2000, tripolarisation du système partisan avec l'enracinement de trois grandes forces politiques : PDCI, FPI, RDR ;

-Deux partis servent de forces d'appoint : PIT, UDPCI ;

-Une « foule » de « partis fantômes » ou « fantoches »

• Les syndicats

- -Deuxième instance des forces dont l'action a une incidence sur le système institutionnel.
- -Affaiblissement des organisations inscrites dans la dépendance de l'ancien parti unique (MEECI, UGTCl, AFI) ;
- -Affirmation dans la sphère associative d'organisations plus autonomes par rapport au système établi (SYNARES, SYNECI, FESCI, SYNACASCI) ;
- -Segmentation du monde syndical en plusieurs confédérations (UGTCl, DIGNITE, FESACI), rassemblement de syndicats hétérogènes du public et du privé ;
- -Segmentation et autonomie par rapport au pouvoir central ;
- -Revendications syndicales épousant de façon conjoncturelle les points de vue de l'opposition.

Les mouvements associatifs (ONG)

- Leur prolifération a coïncidé avec la rhétorique de l'Etat dirigiste, prédateur et inefficace perçu comme foncièrement prédateur et inefficace par les bailleurs de fonds ;
- La **LIDHO** (Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme, puis plus tard le **MIDH** (Mouvement Ivoirien des Droits de l'Homme), l'**APDH** (Association pour la Promotion des Droits de l'Homme), se sont inscrits dans le mouvement structurel de modification en faveur de la démocratisation et de la structuration d'une société civile encore inconsistante.

• La dynamique de régression du pays


- contexte sociopolitique pluraliste et naissance d'une société plus "segmentée" qu'intégrée.


- grèves, marches, casses et surenchère syndicale, expression de désaccords profonds dans la classe politique sur le format institutionnel, le contenu des réformes économiques.

-grèves, casses et marches traduisent en fait l'achèvement d'un système d'action unifiée, d'une vision unilatérale de l'avenir du pays par le groupe dirigeant ;

- Chacune des composantes des forces politiques et sociales a sa vision du monde qu'elle cherche à imposer le plus souvent par le recours à des modes d'action extra constitutionnelles en raison de l'impossibilité faite à certains groupes d'accéder à la scène et aux chaînes de commandement officiel.
- Les désaccords institutionnels ont amplifié les effets de l'interventionnisme des institutions de Bretton Woods pour enrayer à travers le dernier programme d'ajustement structurel (1991-1993), la perte de compétitivité de l'économie ivoirienne et la baisse de la productivité des entreprises.



- 
- Dans les faits, la dérégulation du système politique a « impacté » négativement sur les performances de l'économie ;
 - L'activisme politique des acteurs du jeu politique, la question de la conquête et de l'exercice du pouvoir ont pris le pas sur celle de la conduite autonome des réformes économiques ;
 - Celles-ci ont été conduites avec les outils des institutions de Bretton Woods ;
 - Le système économique national a été déconstruit par un programme qui a touché la planification, l'économie, les finances, la fonction publique, l'emploi.



Au total le principe du tout libéral au plan économique (réformes structurelles de l'économie) et au plan politique (pluralisme politique et associatif) a contribué à inscrire la Côte d'Ivoire dans une longue transition politique, économique, sociale après le décès ,le 7 décembre 1993 de Félix HOUPHOUËT-BOIGNY



LA CRISE SYSTEMIQUE: DIMENSIONS ET VARIABLES-CLES

LES DIMENSIONS POLITIQUES DE LA CRISE

-DIMENSIONS POLITIQUES PLURIELLES

- CRISE DE LEGITIMITE
- CRISE DE PARTICIPATION
- CRISE D'IDENTITE OU DE
CITOYENNETE
- CRISE DE PENETRATION

UNE CRISE DE LEGITIMITE

-Un système politique doit inspirer confiance aux opérateurs économique et aux investisseurs financiers.

- -Depuis 1990, le déficit de légitimité des pouvoirs successifs limite les capacités du monde des affaires à tirer pleinement profit des opportunités offertes dans une économie mondialisée

- -L'instabilité politique et le déficit de légitimité datent de la rupture du consensus national engendré par le retour au multipartisme et l'application de l'article 11 de la constitution après le décès de Félix HOUPHOUET BOIGNY .

- -C'est le point de départ d'une succession heurtée au sein du Parti dominant (le PDCI RDA) et au sommet de l'Etat entre les deux principaux personnages en fonction dans le pouvoir (le Président de l'Assemblée Nationale et le Chef du Gouvernement).

-L'élection de 1995 :

- Forte sélectivité des candidats sur fond de " boycott actif" initié par les deux principaux partis de l'opposition en vue de perturber le déroulement des opérations.
- Faible choix à l'électorat (légitimité limitée de l'élu).
- Le manque de légitimité du pouvoir influe négativement sur la nouvelle vision proposée ;
- « ELEPHANT d'AFRIQUE »: faire de la Côte d'Ivoire, un pays émergent en une génération ;
- vision raillée et combattue par l'opposition politique ;

-Avec le coup d'Etat de décembre 1999 inscription durable de la Côte dans l'instabilité politique et sociale.

-En 2000 , contestation des résultats de l'élection présidentielle suivie en 2002 du coup d'Etat manqué contre le régime d'alternance incarné par le Président Laurent GBAGBO.

-Dans le contexte de la crise militaro-politique, la vision de la nouvelle élite au pouvoir, « LA REFONDATION » est totalement brouillée

Des constats majeurs :

- Les luttes pour la conquête du leadership (boycott actif, coup d'Etat) influent négativement sur le jeu des acteurs économiques ;
- L'alternance au pouvoir d'équipes jugées illégitimes par les vaincus du suffrage ou les victimes des coups d'Etat a plusieurs conséquences au plan de la conduite des politiques économiques
 - discontinuité de l'action gouvernementale ;
 - désaccords sur les priorités nationales ;
 - Avec ces deux facteurs importants de risques, la « planification stratégique » sur le long terme des activités économiques devient impossible.
 - L'illégitimité des pouvoirs politiques met les acteurs du champ économique dans des postures d'attente ;
 - Détournement des investisseurs vers des espaces économiques plus stables (Ghana, Bénin, Sénégal, Mali etc.)
 - L'illégitimité des pouvoirs ivoiriens successifs fonctionne comme un « repoussoir » des forces économiques et nourrit le développement des activités économique dans le voisinage immédiat de la Côte d'Ivoire.

Une crise de participation

- étroitement liée à la crise de légitimité et renvoie aux conséquences du dévoiement des procédures électorales.
- Les violences électorales sont inscrites durablement dans le paysage politique ivoirien depuis l'appel au « boycott actif » de 1995 ;
 - Les désaccords sur les règles applicables sont devenues une tradition nationale ;
- Ils nourrissent les retraits de certains acteurs du jeu politique et la contestation ultérieure de la légitimité des pouvoirs élus (Elections de 1995) ;
- La restriction du corps électoral (limitation des candidatures) produit les mêmes effets (Elections de 2000)
 - Les désaccords sur les procédures électorales entre les « blocs politiques » sont des facteurs de risques à cause des incertitudes induites par le niveau de participation des citoyens aux élections.
- Une forte abstention limite la crédibilité des scrutins (Elections de 1995 et de 2000)

Une crise d'identité ou de citoyenneté

- Deux sources majeures de conflit autour de la question de l'identité ou de la citoyenneté dès l'ouverture au multipartisme.
- Savoir si les étrangers (notamment les ressortissants de la CEDEAO) devaient continuer à exercer des droits politiques
- Savoir si le droit de propriété sur les terres villageoises pouvait être reconnu aux étrangers.
- Droit de vote et droit de propriété sont des questions fondamentales dans tous les systèmes politiques ;
- Les réponses apportées à ces questions sont généralement et de plus en plus scrutées à l'extérieur afin de mesurer le degré d'ouverture du système.
- Ces deux questions sont à l'origine de l'exacerbation des phénomènes identitaires.

-Au plan politique, demeure posée la question de l'origine des prétendants aux fonctions électorales ;

-Thèse de l'identité primordiale de certains acteurs du jeu politique remet en cause tout l'acquis des brassages ethniques et du « métissage » réel de la société ivoirienne ;

-Instrumentalisation de l' « Identité » par les hommes politiques et leurs organisations, source de conflits profonds et durables

-Au plan économique, les conflits d'accès à la terre se nourrissent de la politisation de l'identité en raison du poids des migrants ;

- -L'idéologie de l'autochtonie apparaît dans bien des cas comme un frein à l'expansion économique



Une crise de pénétration

- La crise du système politique dans sa dimension paroxystique (coupure du pays en deux zones) apparaît comme une crise de la communauté politique ivoirienne.
- Partage du territoire et limitation de la sphère d'influence du pouvoir d'Etat.
- De part et d'autre de la zone dite de confiance deux gouvernements (l'un qui revendique la légalité, l'autre qui est de facto) cohabitent, mieux se disputent le pouvoir sur le même territoire ;
- Pareille situation met en cause l'efficacité du gouvernement et la souveraineté même de la Côte d'Ivoire.
- L'Etat, n'ayant pas la maîtrise sur l'ensemble de son territoire est incapable d'assurer ses fonctions élémentaires de sécurité, de protection des personnes et des biens.
- La Côte d'Ivoire est ainsi devenue un « Etat défaillant ».

-défaillance à plusieurs niveaux :

-délitement de la capacité administrative de l'Etat en zone gouvernementale ;

-emprise administrative quasi nulle de l'Etat en zone rebelle avec les « comzones », véritables autorité de régulation et de contrôle imposées par la rébellion ;

-absence de l'ordre républicain sur l'ensemble du territoire national (milices et mouvements armés) ;

-insécurité juridique c'est-à-dire, une absence de distinction entre le permis et le défendu, l'obligatoire et le facultatif

-Dans les rapports patrimoniaux, commerciaux, professionnels ;

-Insécurité juridique produite par l'appareil judiciaire dont l'action secrète de multiples conflits.

Les dimensions économiques de la crise

-Dans un contexte d'instabilité politique, d'absence de vision commune, partagée, l'économie ne peut prospérer.

-Depuis décembre 1999, le « syndrome » des coups d'Etat a totalement miné les performances économiques de la Côte d'Ivoire. Or cet Etat évolue dans un environnement mondial et sous régional recomposé :

- mondialisation des échanges.
- dérégulation des marchés,
- multiplication des réseaux étatiques délictueux.

La « débâcle institutionnelle » liée au surgissement d'une rébellion armée en Côte d'Ivoire a favorisé l'émergence progressive d'une « économie de pillage » différemment structurée dans les deux zones d'influence respectives de la rébellion et du gouvernement légal.

-L'existence de deux « zones économiques » ainsi que les opportunités qu'elles offrent aux activités illégales ont durablement remis en cause l'instance de l'Etat.

-comparativement à la période d'avant les coups d'Etat :

- son emprise sur l'économie est faible ;

- prédominance de la capacité extractive (pression sur les acteurs de l'économie formelle, pression fiscale)

- orientation des ressources dans le sens de la satisfaction des besoins primaires des agents de l'Etat ;

- Le reliquat est détourné par les acteurs du champ politique.

- la capacité régulatrice de l'Etat est amoindrie

- Plus d'instruments de prévision ;

- Gestion au jour le jour

-facteurs positifs

- Nouveaux secteurs porteurs : mines, énergie (Gaz, Pétrole), télécommunications) ;

- -Emergence d'acteurs économiques dans le champ concurrentiel de l'UEMOA et de l'OHADA dans les domaines de l'agro-industrie, de la banque, des assurances etc. ;
-

Les dimensions sociales de la crise systémique

Au plan social, la crise systémique est d'abord et avant tout celle du mode de redistribution.

La capacité distributive de l'Etat a été amoindrie par

- la restructuration de son champ d'action économique
(Privatisation des entreprises publiques),
- la réduction de ses dépenses d'équipement et de fonctionnement,
- l'affaiblissement des structures où s'opèrent des transferts sociaux importants (éducation).

Les dimensions idéologiques de la crise

- La crise systémique se double d'une véritable hégémonie idéologique dont l'impact sur l'économie est incontestable.
- Le « patriotisme » et le « nationalisme » sont les valeurs dominantes de cette période
- L'étranger devient l'ennemi ;
- perte de repères de l'ivoirien de plus en plus replié sur lui-même



CONCLUSION

- La rétrospective sociopolitique met en exergue un paradoxe ivoirien dans l'analyse des rapports entre la dynamique de l'environnement sociopolitique d'une part, le développement économique et le bien-être des populations d'autre part.
- La période de la gouvernance autoritaire (1960-1990) a produit des résultats économiques qui ont fait progresser le pays avant de s'essouffler. Le coup d'Etat de 1999 a interrompu un nouveau cycle de croissance qui a mis fin au projet de l' « Eléphant d'Afrique ».

- La gouvernance mi-autoritaire mi-démocratique (1990-2010) se caractérise par une tendance à la régression depuis une dizaine d'années, une instabilité politique avec des perspectives à court terme peuplée d'incertitudes de plus en plus critiques au regard de toutes les crises qui ébranlent la Côte d'Ivoire de l'aube du troisième millénaire.
-
- Le modèle autocratique doit-il être élevé en norme africaine pour promouvoir la croissance économique et le bien-être social des Ivoiriens ? Les phases ultérieures de l'étude prospective tenteront d'apporter des réponses à cette interrogation.